

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

### Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie  
15 rue Pasquier  
75379 Paris Cedex 08

## **MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES (Marche ordinaire et Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande)**

Procédure d'appel d'offres ouvert

**Objet : Réalisation d'une solution applicative (Développement, TMA, maintenance évolutive et réversibilité) pour la déclaration des CSPE et des coûts/recettes des producteurs d'électricité.**

## Table des matières

Article 1 - Pouvoir adjudicateur.....	3
ARTICLE 2 - Objet du marché.....	3
ARTICLE 3 – Procédure et forme du marche .....	3
ARTICLE 4 - Durée du marché et délai d'exécution.....	4
ARTICLE 5 - pièces constitutives du marché.....	5
ARTICLE 6 – Mention des bons de commandes.....	5
ARTICLE 7 – Conditions d'exécution des prestations .....	5
7.1 – Dispositions générales .....	5
7.2 – Calendrier d'exécution .....	6
7.3 – Formation du personnel.....	6
Article 8 – Garantie et maintenance .....	6
8.1 – Garantie technique .....	6
8.2 – Maintenance préventive/corrective (TMA) et évolution.....	6
ARTICLE 9 – Vérification et réception .....	6
ARTICLE 10 - Avance - Cautionnement et retenue de garantie .....	6
ARTICLE 11 - Prix .....	7
11.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
11.2 – Modalités de variations des prix.....	7
ARTICLE 12 - Délai de paiement–Acomptes–Facturation.....	8
ARTICLE 13 - Personnes mandatées .....	9
ARTICLE 14 - Acceptation et paiement des sous-traitants .....	9
ARTICLE 15 - Pénalités de retard.....	9
15.1 - Pénalités de retard concernant la conception/réalisation du site.....	10
15.2 - Pénalités concernant la garantie et la maintenance corrective .....	10
15.3 - Autres pénalités.....	10
ARTICLE 16 - Assurances.....	11
ARTICLE 17 - Confidentialité et protection des données a caractère personnel.....	11
17.1 Protection des données à caractère personnel .....	11
17.2 Confidentialité.....	14
ARTICLE 18 - Régime des résultats .....	14
ARTICLE 19 - Résiliation.....	15
ARTICLE 20 - Différends et litiges.....	15
ARTICLE 21 – Notification / envoi de documents .....	15
ARTICLE 22 - Dérogation aux documents généraux.....	15

## Article 1 - Pouvoir adjudicateur

### Nom ou raison sociale de l'acheteur

Commission de Régulation de l'Énergie

15, rue Pasquier

75379 PARIS Cedex 08

Téléphone : 01 44 50 41 00

Adresse électronique (courriel) : [mp@cre.fr](mailto:mp@cre.fr) - Adresse Internet (U.R.L.) : [www.cre.fr](http://www.cre.fr)

### Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Secrétaire Général, Rachid Bouabane-Schmitt, par délégation du pouvoir adjudicateur en date du 17 août 2022 parue au Journal Officiel le 23 août 2022.

## ARTICLE 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une solution applicative permettant la déclaration en ligne des charges de service public de l'énergie en électricité ainsi que les déclarations de coûts et recettes des installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et de cogénération. Les prestations comprendront la conception/réalisation, la tierce maintenance applicative ainsi que la maintenance évolutive et la réversibilité.

La description technique des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché comprend une partie forfaitaire et une partie à bons de commande.

**En synthèse, la partie à prix forfaitaires comprend :**

- **La conception et la réalisation du site**
- **La maintenance préventive et corrective du site (TMA)**

Le prestataire s'engage à assurer la maintenance corrective et préventive du site pour en permettre le bon fonctionnement (front et back-office) et à apporter les corrections demandées par la CRE.

Cette prestation comprend le traitement des anomalies mineures, bloquantes et non bloquantes du site.

Le prestataire s'engage à fournir à la CRE un outil de suivi des demandes (ticket de maintenance).

**En synthèse, la partie à bons de commande comprend :**

- **La maintenance évolutive**

La maintenance évolutive regroupe toutes les implémentations de nouvelles fonctionnalités exprimées par la CRE (nouveaux écrans, processus, fonctionnalités, ...).

Le déclenchement des actions de maintenance évolutive est sollicité par la CRE dans les conditions précisées aux articles 3.3.2.2 et suivants du C.C.T.P.

- **La réversibilité**

Nota : L'hébergement de la plateforme n'est pas compris dans ce marché.

## ARTICLE 3 – Procédure et forme du marche

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L 2124-2, R 2124-2 et R2161-1 et suivants du Code de la commande publique.

La consultation est également régie pour une partie par les articles L 2125-1, R 2162-13 et R. 2162-14 relatif à l'accord-cadre à bons de commandes.

Il s'agit d'un marché composite composé :

- d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire relatif aux prestations de conception/réalisation de la solution applicative (ou plateforme) et de maintenance corrective et préventive (TMA) ;

et

- d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sur la base de prix fixés au Bordereau des Prix Unitaire (BPU), sans montant minimum et avec un maximum sur la durée totale du marché de 200 000 € HT, pour les prestations de maintenance évolutive et de réversibilité.

Le présent marché de type accord-cadre établit les termes régissant les bons de commande.

Les prix (forfaitaire et prix unitaire) sont révisables dans les conditions indiquées au présent C.C.A.P.

## ARTICLE 4 - Durée du marché et délai d'exécution

Durée du marché :

Le marché débute à compter de sa date de sa notification. Il se décompose en deux temps :

- il débute à compter de la notification du marché jusqu'à la mise en ligne effective des deux branches de la plateforme (si le déploiement n'est pas conjoint), soit au plus tard jusqu'au 15/02/2027 (ou à une date antérieure si le Titulaire s'est engagée sur une livraison anticipée) ;
- il est ensuite **de douze (12) mois** à compter de cette **mise en ligne effective des deux branches de la plateforme**.

Le marché pourra ensuite faire l'objet de trois (3) reconductions d'une année chacune, sans que sa durée à compter de la mise en ligne ne puisse dépasser quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins un (1) mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. La non-reconduction du marché n'entraîne aucune indemnité du titulaire.

Délais d'exécution :

Délais de mise en ligne de la plateforme : Le titulaire **s'engage à une mise en ligne effective de la plateforme dans les délais annoncés dans son offre (planning d'exécution) et dans le respect des dates maximums fixées ci-après ainsi qu'à l'article 3 de l'acte d'engagement**. Ces derniers ne peuvent dépasser **le 15 octobre 2026** pour la branche d'audit (« décrypte ») et **le 15 février 2027** pour la branche de déclaration des charges (« eCSPE »). (\* Le calendrier d'exécution du Titulaire peut prévoir des délais de mise en ligne antérieurs à ces dates).

Une réunion de lancement sera organisée mi-octobre ou fin octobre 2025 afin d'organiser le démarrage des prestations. La phase de conception/développement commencera à compter de cette réunion. Un délai de 10 jours ouvrés minimum sera respecté entre la date de notification et la réunion de lancement afin que le Titulaire puisse établir le PAS et le PAQ.

Délai d'exécution des prestations de tierce maintenance applicative (TMA) : Les délais d'exécution des prestations de maintenance sont fixés dans le CCTP et le cas échéant dans le mémoire technique (si le titulaire s'est engagé sur des délais plus courts ou bien en cas de silence du CCTP).

Délai d'exécution des prestations sur bons de commande (maintenance évolutive et réversibilité) : Les bons de commande peuvent être émis uniquement à compter de la mise en ligne effective des deux branches de la plateforme et jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution court de leur date de notification au titulaire jusqu'à la date d'échéance du délai d'exécution qu'il fixe ou à défaut jusqu'à la date d'échéance du délai d'exécution fixé dans le devis du titulaire. La durée d'exécution des prestations ne peut excéder trois (3) mois après le terme du marché.

Nota : Les bons de commande ne peuvent être établis qu'à compter de la mise en ligne effective des 2 branches de la plateforme.

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.

## ARTICLE 5 - pièces constitutives du marché

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le présent cahier des clauses administrative particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- La « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ». La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives.
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U.)
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- Le planning (calendrier d'exécution) remis par le titulaire à l'appui de son offre

En cas de signature manuscrite, l'original du marché, qui seul fait foi, est conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement.

## ARTICLE 6 – Mention des bons de commande

Les prestations sur commandes seront faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande précisant les prestations à réaliser et leur quantité (cf CCTP).

Chaque bon de commande comporte :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- l'adresse de facturation ;
- le service destinataire ;
- la référence au marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description détaillée des prestations ;
- les délais de réalisation/livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la quantité des prestations ;
- les prix unitaires H.T des prestations ;
- le montant total T.T.C du bon de commande.

Les bons de commande seront notifiés au titulaire via le système de suivi de ticket proposé par le titulaire dans son offre.

## ARTICLE 7 – Conditions d'exécution des prestations

### 7.1 – Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché) et notamment aux dispositions précisées au C.C.T.P.

## **7.2 – Calendrier d'exécution**

L'offre du Titulaire présente e calendrier d'exécution, document contractuel comportant les différentes étapes de la démarche ainsi que leur délai de réalisation. Dans un délai de 10 jour ouvrés à compter de la réunion de lancement, le Titulaire produira le calendrier de référence projet ainsi que le calendrier des ateliers fonctionnels et techniques dans le respect des délais précisés dans le calendrier d'exécution.

Le compte rendu de la réunion de lancement devra être envoyé à la CRE par mail dans un délai précisé à l'article 6 du CCTP.

## **7.3 – Formation du personnel**

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser la plateforme.

# **Article 8 – Garantie et maintenance**

## **8.1 – Garantie technique**

Par dérogation aux dispositions de l'article 36.1 du C.C.A.G.-T.I.C., les prestations sont garanties pendant 6 mois à compter de la mise en ligne effective des 2 branches de la plateforme (cf art 9.1 du C.C.T.P.). Néanmoins, si la mise en ligne effective des 2 branches n'est pas conjointe, le Titulaire garantie la première branche de la plateforme dès sa mise en ligne et ce jusqu'à la fin de la période de garantie de 6 mois de la deuxième branche mise en ligne.

## **8.2 – Maintenance préventive/corrective (TMA) et évolution**

Le présent marché concerne à la fois l'achat de la prestation de conception/réalisation d'une plateforme informatique et sa maintenance préventive et corrective (cf précisions au CCTP).

La maintenance concernant l'évolution de la plateforme est assurée par le titulaire conformément aux dispositions du C.C.T.P. et du chapitre 6 C.C.A.G.-T.I.C (sauf dérogation express).

# **ARTICLE 9 – Vérification et réception**

Par dérogation aux articles 29 à 33.2.1 du CCAG – TIC, les opérations de vérifications relatives aux prestations du présent marché seront réalisées conformément aux prescriptions détaillées à l'article 3.1.4 du CCTP.

# **ARTICLE 10 - Avance - Cautionnement et retenue de garantie**

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

## ARTICLE 11 - Prix

### 11.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de conception/réalisation de la plateforme et de maintenance préventive et curative seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations de maintenance évolutive et de réversibilité seront réglées par application des prix unitaires conformément au B.P.U.

### 11.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

#### ➤ Prix du conception/réalisation de la plateforme :

Le prix est ferme et définitif.

Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation (par dérogation à l'article 10.1.3.).

#### ➤ Prix de la maintenance préventive et corrective (TMA)

Le prix de la TMA et les prix du BPU comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation (par dérogation à l'article 10.1.3.).

Ces prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont révisés annuellement à la date anniversaire de la mise en ligne effective et complète de la plateforme par application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 * \frac{Sync_m}{Sync_0}$$

Dans laquelle :

- *C est le coefficient de révision applicable à l'offre de base.*
- *Sync<sub>0</sub> est l'indice SYNTEC du mois de remise des offres (soit le mois de septembre 2025)*
- *Sync<sub>m</sub> est le dernier indice SYNTEC connu à la date de révision des prix, c'est-à-dire à la date anniversaire de la notification du marché.*

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le développement de la formule de révision et le mois des indices de références doivent apparaître sur chaque facture concernée.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier son nouveau BPU au pouvoir adjudicateur au maximum dans le délai d'un 1 mois après la date anniversaire précisé (référence : date de mise en ligne) pour l'application de la révision et doit indiquer la formule de révision applicable. (Il n'y a pas de révision de prix du BPU et de la TMA pour la première période de 12 mois à compter de la mise en ligne de la plateforme)

Clause limitative dite " de butoir " : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3.0 % maximum par an.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3.0 % par an.

Lorsque la révision a été effectuée provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte/paiement de l'audit concerné suivant la parution de la référence correspondante.

**Nota : pour les prestations sur bons de commande, une fois le bon de commande notifié, le prix est ferme et définitif.**

-----

Le prestataire devra fournir tous les éléments démontrant le calcul et l'évolution de l'indice concernant la révision de prix à l'appui de ses factures. Si ces éléments ne sont pas fournis, la révision ne pourra avoir lieu.

## ARTICLE 12 - Délai de paiement–Acomptes–Facturation

### Facturation / acomptes :

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC avec les précisions suivantes :

Pour le développement de la plateforme, les acomptes seront versés trimestriellement. Le titulaire procédera à une facturation du solde après l'admission des prestations, c'est-à-dire à compter de la mise en ligne de la plateforme. Néanmoins, les acomptes pourront être versés mensuellement pour les PME conformément à l'article R-2191-22 du code de la commande publique, si le titulaire en fait la demande et après constatation du service fait au prorata de la réalisation des prestations.

Les prestations de maintenance préventive et corrective feront l'objet d'une facturation annuelle à terme à échoir.

S'agissant des bons de commande, ils feront l'objet d'une facturation distincte et par bon de commande.

La facture mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;
- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet du marché ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA ;
- montant TTC.

**Les factures doivent être adressées sous format dématérialisé au Service facturier via le portail : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/> en indiquant :**

- le code Service Exécutant : FAC9450075
- le SIRET de l'état : 11000201100044
- le numéro de l'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché : (composé de 10 chiffres)

### Délai de paiement :

Le délai maximum de paiement est de trente jours à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.



Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 13 - Personnes mandatées

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la mission.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

En particulier, le titulaire s'engage par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC à désigner à l'acte d'engagement un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent marché, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail.

Tout changement dans les moyens mis en œuvre pour délivrer les prestations et tout changement de l'interlocuteur unique, doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants dédiés à la mission serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le Pouvoir Adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un membre de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au Pouvoir Adjudicateur sous un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de ladite indisponibilité.

Pour des motifs liés à la bonne exécution des prestations, le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique peut également être réalisé à la demande de la CRE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de **quinze (15) jours ouvrés** à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 dernier alinéa du CCAG-TIC, à défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les délais précités, ou bien si la CRE récusé le premier remplaçant proposé, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité dans les conditions précisées à l'article 22 du présent CCAP.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

## ARTICLE 14 - Acceptation et paiement des sous-traitants

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

## ARTICLE 15 - Pénalités de retard

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG - PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les articles qui suivent, relatifs aux pénalités, dérogent à l'article 14 du CCAG-TIC.

### 15.1 - Pénalités de retard concernant la conception/réalisation du site

Lorsque le délai contractuel de mise en ligne de la plateforme (pour chacune des 2 branches) est dépassé, le prestataire encourt une **pénalité forfaitaire de 200 euros par jour** de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai et livraison intermédiaire fixés dans le calendrier d'exécution du marché.

### 15.2 - Pénalités concernant la garantie et la maintenance corrective

Il est prévu des pénalités journalières d'indisponibilité sans mise en demeure préalable dans le cas où un incident/anomalie surviendrait.

Au-delà des délais d'exécution fixés au CCTP ou au mémoire technique du titulaire si celui-ci s'est engagé sur des délais de résolution plus courts, les pénalités ci-dessous seront appliquées :

	<i>Montant forfaitaire journalier de la pénalité en Euro</i>	<i>Montant forfaitaire journalier de la pénalité (en Euro) au-delà de 7 jours de retard</i>
Incident critique	300	600
Incident bloquant	150	250
Incident gênant	100	200
Incident mineur	50	100

### 15.3 - Autres pénalités

Pénalité en cas de non-respect des échéances de maintenance préventive fixé au plan de maintenance : **50 euros par jours de retard**

Pénalité pour retard dans l'émission du devis en cas de **maintenance évolutive** : **25 euros par jours de retard**

Pénalité pour retard dans le délai de réalisation d'une prestation sur bon de commande (conformément au calendrier validé) : **50 euros par jours de retard**

En cas d'indisponibilité du référent/interlocuteur unique de plus de 48h, le titulaire encourt une pénalité fixée à **50 euros par jour de retard**.

Pénalité en cas de non-remplaçant de l'interlocuteur unique ou d'un membre de l'équipe dans le délai indiqué à l'article 13 du présent C.C.A.P. : **50 euros par jours de retard**.

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **25 euros par jour** en cas de retard dans la programmation des réunions de travail ou d'atelier, si le retard n'est pas du fait du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 euros jour de retard** dans la délivrance des différents livrables prévus au marché si le retard n'est pas du fait du pouvoir adjudicateur.

#### **Pénalités pour violation de l'obligation de confidentialité :**

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-TIC, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public.

## ARTICLE 16 - Assurances

Le Titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. Les justificatifs d'assurance seront ensuite fournis à la CRE chaque année, à la date anniversaire du marché.

Le Titulaire devra présenter une attestation d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Cette assurance devra couvrir tous les types de responsabilité civile y compris pour les dommages directs ou indirects pouvant être occasionnés aux divers matériels présents sur le site de la CRE sans limitation de somme. Elle devra couvrir les risques de perte de clefs.

Cette attestation devra émaner exclusivement d'une Compagnie d'assurance ou d'une Mutuelle, ou encore d'un agent général. Elle comportera les indications suivantes :

- nom de l'assuré,
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- montant des franchises éventuelles,
- activités exactes garanties,
- durée et date de l'attestation (le début d'intervention devant être compris dans la période de validité).

Le Titulaire s'engage formellement à avertir la CRE de tout changement d'assureur en cours de marché, pour quelque motif que ce soit et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

### Responsabilités pour dommage de toute nature :

Sauf cas de faute lourde par la CRE, le Titulaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du marché, peuvent survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à ses biens, soit à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, le Titulaire renonce à tout recours contre la CRE.

Le Titulaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, à l'occasion et au cours de l'exécution du marché, quelles qu'en soient les victimes.

## ARTICLE 17 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel

### 17.1 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, le « RGPD »).

### **17.1.1 Obligations du titulaire**

Respect des finalités du traitement et des instructions indiquées dans les pièces du marché

Le titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel auxquelles il peut avoir accès dans le cadre de la réalisation de sa prestation uniquement pour les finalités du présent marché et conformément aux instructions de la CRE.

#### **Confidentialité des données personnelles**

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

A cette fin, le titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des Services objets du présent marché public, et à la condition que la CRE ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public.

Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire devra renseigner dans le dispositif contractuel une clause de confidentialité indiquant la chaîne de responsabilité des traitements réalisés pour les informations disponibles sur la plateforme eCSPE-Decrypte.

#### **Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées (les déclarants) par les opérations de traitement.

Il est impératif d'informer les déclarants des traitements réalisés sur les données traitées par la plateforme eCSPE-Decrypte.

#### **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire et la CRE s'acquittent de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la CRE et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché public. Il s'engage à reporter périodiquement à la CRE un état de l'exercice anonymisé de ces droits et des suites qui y ont été donné.

### **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à la CRE toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification devra être adressée aux adresses mails suivantes [ddmte@cre.fr](mailto:ddmte@cre.fr) et [dpo@cre.fr](mailto:dpo@cre.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CRE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

### **Assistance du Titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le titulaire assiste la CRE pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et lui fournit toute information nécessaire au respect des obligations qui lui incombent au titre du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire assiste la CRE pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes et toute autre mesure rendue nécessaire à l'issue de l'éventuelle l'analyse d'impact relative à la protection des données réalisée par la CRE responsable de traitement :

La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel

Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par les différentes réglementations.

Le Titulaire devra également se conformer aux dispositions de la directive européenne NIS2 dans ses parties relatives à la protection des données personnelles.

### **Sort des données**

Pour des raisons juridiques et métiers, il est prévu d'historiser les données renseignées sur la plateforme eCSPE-Decrypte pendant 10 ans.

Au terme de cette période de 10 ans, le titulaire s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le Titulaire apporte la preuve écrite de leur destruction.

### **Hébergement et transfert des données**

Les données à caractère personnel au sens de l'article 4(1) du RGPD devront être hébergées au sein de l'Union européenne. Elles ne font l'objet d'aucun transfert.

### **Délégué à la protection des données**

Si, en application de l'article 37 du RGPD, le titulaire a désigné un délégué à la protection des données, il en communique le nom et les coordonnées à la CRE. De plus, le mail générique du Délégué à la protection des données (DPO) du Titulaire devra être mis à disposition pour toute question relative à l'exercice des droits sur les données personnelles.

### **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de la CRE la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CRE ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

La CRE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

#### **17.1.2 Obligations de la CRE, responsable de traitement, à l'égard du titulaire**

La CRE s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant, les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **17.2 Confidentialité**

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le Titulaire qui, avant la notification du marché, ou au cours de son exécution, ou même après avoir exécuté toutes les prestations, a reçu communication, à titre confidentiel, d'informations, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au prestataire comme aux sous-traitants éventuels.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution de cette prestation.

## **ARTICLE 18 - Régime des résultats**

En complément de l'article 46 du CCAG-TIC, il est précisé que la plateforme dans son ensemble sera la propriété exclusive de la CRE.

Le prestataire s'engage également à fournir à la CRE les fichiers/codes sources des éléments graphiques et technique utilisés pour la conception de la plateforme.

La CRE sera propriétaire de tous les éléments utilisés et pourra les utiliser selon ses besoins.

## ARTICLE 19 - Résiliation

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 8 du CCAG – TIC avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 50 du CCAG-TIC, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG - TIC, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Par dérogation à l'article 3.4.3 et 50.1.e) du CCAG-TIC, le marché pourra également être résilié à défaut de proposition dans les délais précisés au présent CCAP d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes ou bien si le premier remplaçant proposé est récusé par la CRE.

Par ailleurs et conformément à l'article 50.1 du CCAG-TIC, la CRE pourra prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

## ARTICLE 20 - Différends et litiges

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

## ARTICLE 21 – Notification / envoi de documents

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) intervenant pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision (de réception, ajournement ...) avenant, sous-traitance...).

## ARTICLE 22 - Dérogation aux documents généraux

Le présent CCP déroge au CCAG-TIC notamment sur les points suivants :

- L'article 5 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- L'article 10 déroge aux articles 29 à 33.2.1 et suivants relatifs aux décisions après vérification ;
- L'article 14 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- L'article 15 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- L'article 18 complète les articles 43 et suivants relatifs à l'utilisation des résultats du marché ;

- L'article 19 déroge à l'article 50 relatif à la résiliation du marché ;
- L'article 20 déroge à l'article 55 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-TIC.